



NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Syrie : le martyre des Palestiniens de Yarmouk

Depuis le 1er avril, les miliciens islamistes de Daech tentent de prendre le contrôle de ce qui reste du camp palestinien de Yarmouk, dans la banlieue de Damas.

Peu de palestiniens parviennent à s'échapper, car le camp est encerclé et bombardé par l'armée de Bachar el-Assad.

La population est prise en tenaille entre deux armées qui sont censées se combattre et qui se parent toutes les deux du drapeau de la cause palestinienne.

Ce camp existe depuis 1957 et comptait 150 000 habitants avant la guerre civile. Il avait été fondé par des Palestiniens réfugiés en Syrie après leur expulsion consécutive à la guerre de 1948 et à la politique de terreur organisée par les fondateurs de l'État d'Israël.

Dès le début de la guerre civile, l'armée de Bachar el-Assad a encerclé Yarmouk, l'a bombardé, a affamé les habitants, coupé le courant, interdit le passage aux convois humanitaires.

La zone s'est ainsi vidée et il ne reste aujourd'hui que 18 000 personnes, qui préfèrent avoir faim chez elles et sous les bombes que tenter un nouvel exode.

C'est donc dans ce quartier dévasté et mourant de faim que Daech finit le sinistre travail : réduire à rien le peu de vie autonome palestinienne qui subsistait.

L'impérialisme ne peut se maintenir dans cette région et sur les champs de pétrole que par la force des armes et les dictatures, donc par la répétition, encore et toujours, de martyrs comme celui de Yarmouk, qui tend à devenir le sort commun de populations entières, du Kurdistan à la Syrie et de l'Irak à la Palestine.

LA VOIX ANTICAPITALISTE

Site: npa45.org / contact: npa.orleans@orange.fr

10h30, Place de la Loire. Pour un 1 Mai, INTERNATIONALISTE ET ANTICAPITALISTE

- La journée internationale de luttes des travailleurs et des travailleuses du 1er mai se déroulera dans un contexte d'une crise économique qui n'en finit pas avec ses plans d'austérité en Europe, mais aussi dans un contexte de catastrophes humanitaires.
- Ce 1er mai sera donc l'occasion pour l'ensemble des salariés d'affirmer leur solidarité avec les peuples du monde arabe, contre leurs dictateurs et les obscurantistes islamistes. Il s'agit aussi de refuser l'intervention impérialiste menaçant le processus révolutionnaire en cours et protégeant uniquement les intérêts des trusts pétroliers.
- Partout, en Egypte, au Yémen, en Syrie, en Irak, Iran, la répression est sanglante; les populations et nationalités continuent de lutter pour leur liberté, des droits démocratiques et sociaux ; et gagnent comme les kurdes à Kobané.
- *Pendant ce temps là, prétextant de l'arrivée de quelques milliers de migrants fuyant la misère et la guerre, Hollande et son gouvernement remettent une fois de plus en question la libre circulation des individus, et expulsent des milliers de personnes.*
- Pour la majorité des salariés, de la population c'est sans aucun doute l'aggravation des conditions de vie quotidiennes qui domine. Partout en Europe, la dette, la crise, sont prétexte à casser nos acquis sociaux et les services publics: suppressions d'emplois, recul de l'âge de la retraite, casse de la santé, développement de la précarité...
- Contre la politique d'austérité menée par le gouvernement, la colère sociale est forte, les mobilisations sur l'ensemble des aspects de ces politiques d'austérité sont vivaces.
- Le 1er mai sera une occasion importante de mettre en avant toutes ces luttes, ces résistances et de revendiquer une autre répartition des richesses.
- *Au Nord comme au Sud, nos vies valent plus que leurs profits !*

« Rendez-nous...»

la carte de résident ! »

- À force de réformes du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda), de plus en plus d'étrangers et d'étrangères sont placés dans une situation insupportable.
- Précarité des titres de séjour délivrés, délais interminables pour en obtenir le renouvellement, arbitraire d'une administration qui interprète les textes le plus restrictivement possible.
- On ne peut que constater au quotidien l'impact désastreux de la précarité du séjour imposée aux étrangers en situation régulière, dont ceux et celles qui ont en France leurs attaches familiales, de l'activité professionnelle ou de l'accès aux droits sociaux, pour obtenir un logement ou un prêt bancaire.
- *Aujourd'hui, c'est la carte de séjour temporaire qui fait figure de titre de droit commun!*
- L'accès à la carte de résident n'est plus qu'une perspective lointaine et aléatoire, soumise au bon vouloir de l'administration, les réformes successives ont détricoté ce dispositif.